

VOLUME 38
NUMÉRO 1
MARS 2018

le point.



WWW.CS3R.ORG

DOSSIER SPÉCIAL FÉMINISMES

À LIRE EN PAGES 12 À 19

DEUX FEMMES HAÏTIENNES,
À STE-SUZANNE

NE ME JETEZ PAS,
PARTAGEZ-MOI!



LA CONSCIENCE DÉFAILLANTE DES
ENFANTS DU SIÈCLE

MARIKA FORTIN-TURMEL - PAGE 11

PRÊTER SA VOIX.
LA SOLIDARITÉ LITTÉRAIRE

KRISTINA MONFETTE FORTIN - PAGE 18



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

LES INÉGALITÉS DES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

XAVIER ST-PIERRE - PAGE 25

À peine débarqué du jet privé qui l'a amené de Londres à Zurich, Michaël saute dans un hélicoptère nolisé à son intention, « time is money » pour ce grand patron du secteur bancaire en route pour Davos où se déroule le prestigieux Forum économique mondial. Entre les banquets et les cocktails de circonstance, on conversera sur les moyens de « créer un avenir commun dans un monde fracturé », le thème choisi cette année par les organisateurs de l'événement.

Solidaires des Bahiya de ce monde !



JEAN-CLAUDE LANDRY

PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU CS3R

À plusieurs milliers de kilomètres de cette station touristique huppée, au Cambodge, Bahiya, 14 ans, la vit au quotidien cette fracture qui, dans les salons des hôtels de Davos, fera l'objet d'échanges courtois.

Petite bonne à l'emploi d'une famille prospère de Phnom Penh, la jeune fille y a été embauchée comme « nounou » du dernier né. Douze heures par jour, six jours par semaine pour la jolie somme de 15 \$ par mois. Magnanimes, ses patrons ont récemment annoncé à Bahiya qu'ils l'inscriront l'an prochain dans une association pour qu'elle y apprenne la couture. Une formation qui pourrait lui permettre de devenir ouvrière du textile et de participer, à sa façon, à l'industrie mondiale du prêt-à-porter. Elle peut espérer y gagner 125\$ par mois, 8 fois son salaire actuel.

Il serait étonnant que les participants du Forum de Davos réalisent que les Rolex que plusieurs portent à leur poignet représentent jusqu'à 200, 300 et même 500 fois le salaire mensuel de

Bahiya et de ses compagnes d'atelier. Un calcul de peu d'intérêt sans doute pour l'élite rassemblée à Davos. Leur préoccupation en est une plus vaste, plus globale, à savoir les perspectives de croissance de l'économie mondiale.

La croissance pour quoi ? La croissance pour qui ? On en parlera du bout des lèvres pour faire bonne figure, mais sans plus. D'ailleurs pourquoi remettrait-on en question les fondements d'un modèle économique qui performe ? La progression continue des Dow Jones, Nasdaq, TSX et autres indices boursiers devrait nous en convaincre. Et pourtant...

Pourtant la croissance ne fait pas que des heureux ! Pire elle aggrave le sort de millions de personnes. Le bilan des inégalités de revenus et de richesse publié chaque année, au moment du Forum, par l'organisme Oxfam en fait l'éloquente démonstration.

Dans le plus récent, on apprend qu'en 2017 le nombre de milliardaires a connu une hausse record, progressant à raison d'un nouveau milliardaire tous les deux jours, que leur richesse a augmenté de 762 milliards de dollars et qu'un septième de cette somme permettrait de mettre fin à la pauvreté extrême dans le monde. On y apprend également que 82% des richesses créées dans le monde l'année dernière ont été accaparées par les 1 % les plus riches alors que rien n'a changé pour les 50 % les plus pauvres, dont une majorité de femmes évidemment.

● SOMMAIRE

- 2 • ÉDITORIAL - JEAN-CLAUDE LANDRY
- 4 • HAUSSER LE SALAIRE MINIMUM - JEAN-YVES PROULX
- 6 • GEORGES YOUNG : UN PARCOURS JALONNÉ PAR LA SOLIDARITÉ
- 8 • UNE VISITE TERRAIN EN BOLIVIE - COOPÉRATION DU CS3R
- 9 • COMPRENDRE POUR AGIR : LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES RÉSEAU IN-TERRE-ACTIF
- 10 • LA FOURMILIÈRE - EMMANUELLE LAVOIE
- 11 • LA CONSCIENCE DÉFAILLANTE DES ENFANTS DU SIÈCLE MARIKA F.-TURMEL
- 12 • DU FÉMINISME DE LA TROISIÈME VAGUE CLÉMENCE BIDEAUX
- 14 • FAIRE PARTIE DU MONDE - JULIE VERREAULT
- 16 • UNE PETITE HISTOIRE DE SEXISME ORDINAIRE CLÉMENCE BIDEAUX ET ALICE GRINAND
- 18 • PRÊTER SA VOIX. LA SOLIDARITÉ LITTÉRAIRE KRISTINA M. FORTIN
- 20 • CORRUPTION MADAGASCAR - CHRISTOPHE NOUALHAT
- 22 • PLAIDOYER POUR UNE DÉCROISSANCE SOLIDAIRE ALICE GRINAND
- 25 • LES INÉGALITÉS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES XAVIER ST-PIERRE
- 27 • AGENDA CULTUREL ET SOLIDAIRE
- 28 • VIVRE AUTREMENT - ARIELLE PAIEMENT
- 31 • FINANCEMENT - JEAN-MARC LORD

WORLD ECONOMIC FORUM

Pendant que les ultra-riches s'acoquinent à Davos, les Bahiya de ce monde souffrent des inégalités grandissantes. Sur la photo, Teresa May lors du Forum économique mondial.



Les auteurs du bilan rappellent que le niveau actuel des inégalités contribue à la hausse du terrorisme, de l'instabilité politique et des délits en plus d'instaurer un climat de méfiance propice aux dérives populistes. Les recherches menées par le Fonds monétaire international révèlent d'ailleurs qu'une redistribution de la richesse serait largement favorable à la croissance puisque les sommes rendues disponibles, au lieu d'être accumulées à des fins spéculatives, seraient directement injectées dans l'économie productive par l'achat, souvent local, de biens et services.

Même si on en parle peu ou pas à Davos, les remèdes aux inégalités de richesse et de revenu sont connus et ces remèdes sont de nature politique. Selon Oxfam, ils pourraient entre autres consister à revoir la fiscalité pour assurer une plus juste redistribution de la richesse et permettre aux États d'offrir à leurs citoyens des services publics universels et gratuits et un régime de protection sociale

propre à éviter aux moins fortunés de tomber dans les affres de l'indigence et de la misère.

La lutte à la pauvreté passe indéniablement par la réduction des inégalités. « Nous pouvons établir la démocratie dans ce pays ou alors concentrer les grandes richesses aux mains de quelques-uns, mais pas les deux à la fois » a un jour déclaré l'ancien juge à la Cour suprême des États-Unis, Louis D. Brandels.

Bâtir une économie davantage centrée sur l'humain exige, selon Oxfam, de mettre un terme à la crise des inégalités et d'adopter des politiques qui répondent d'abord aux besoins des citoyens et citoyennes ordinaires et non aux appétits des riches et des puissants. Dit autrement, Oxfam nous invite à être solidaires des Bahiya de ce monde en exigeant de la classe dont sont issus les invités de Davos qu'elle paie sa juste part! ●



**COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES**

942, RUE SAINTE-GENEVIÈVE
TROIS-RIVIÈRES (QUÉBEC) G9A 3X6
TÉLÉPHONE : 819 373-2598 - TÉLÉCOPIEUR : 819 373-7892
WWW.CS3R.ORG - COMMUNICATION@CS3R.ORG

LE POINT EST UNE PUBLICATION BIENNUELLE

DIRECTEUR GÉNÉRAL : JEAN-MARC LORD
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : JEAN-CLAUDE LANDRY
COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS : ALICE GRINAND
CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE : MARTIN RINFRET
MARTIN.RINFRET@CGOCABLE.CA

ENVOI DE PUBLICATION

ENREGISTREMENT NO. 488 151 - ISSN : 0828-7910 - TIRAGE : 1000 EXEMPLAIRES
IMPRIMÉ SUR DU PAPIER 100% RECYCLÉ

**NOUS REMERCIONS LES PERSONNES ET LES ORGANISMES QUI ONT CONTRIBUÉ
À LA RÉALISATION DE CE NUMÉRO. À DIFFUSER SANS MODÉRATION!**

INITIATIVE FINANCÉE PAR :



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada

AVEC L'AIMABLE APPUI DE :



EN COLLABORATION AVEC :



SANS COMPTER L'APPORT DE :



Le gouvernement l'a annoncé en début d'année: le salaire horaire minimum passera à 12\$. Pourtant, une étude estime à 13,15\$ le salaire horaire viable au Québec. L'augmentation annoncée est-elle à la hauteur des bénéfices de nos entreprises?

Hausser le salaire minimum, pour un minimum de dignité !



JEAN-YVES PROULX

Au Québec, à compter du 1^{er} mai 2018, le salaire horaire minimum passera à 12\$. Une récente étude de l'IRIS évaluait à 15,44\$ le salaire horaire viable (SHV) à Montréal pour une personne seule à partir du revenu brut d'un emploi à temps plein. La moyenne pondérée de ce salaire horaire viable pour le Québec se situerait, toujours selon l'IRIS, à 13,15\$. Qu'une personne, travaillant à temps plein, au salaire minimum, se retrouve sous le seuil de pauvreté, est-ce acceptable?

Question d'autant plus pertinente qu'entre 1979 et 2016, le salaire minimum en dollar constant n'a pas réellement augmenté, même si la productivité a connu un bond de plus de 35%.

Pour joindre les deux bouts, cet individu devra compter sur le soutien de l'État. Ce soutien, payé à même nos impôts, n'est-il pas une forme déguisée de subvention que l'État verse à son employeur? À titre d'exemple, des employeurs comme...

À la différence des réductions d'impôts accordées à la grande entreprise et dont rien ne garantit qu'avec la libre circulation des capitaux ces sommes seront réinvesties ici, celles qui sont attribuées en augmentation du salaire minimum sont totalement injectées dans l'économie d'ici. Quand le gros de notre produit intérieur brut (PIB) dépend du pouvoir d'achat des consommateurs, comment peut-il en être autrement? La demande étant ainsi stimulée, contrairement à ce que plusieurs prédisent, non seulement le nombre d'emplois pourrait ne pas diminuer, mais il pourrait même augmenter. C'est ce que soutient Bernie Sanders. Il nous en donne 3 exemples :

- Après que San Jose, en Californie, eut fait passer le salaire minimum à dix dollars de l'heure il y a quatre ans, les fast-foods n'ont pas licencié, au contraire, ils ont embauché. En 2014, les créations de postes à San Jose ont dépassé la croissance des emplois à l'échelle de l'État.
- Selon l'université de Californie à Berkeley, après que la ville eut augmenté le salaire minimum, les restaurants de San Francisco ont vu leur main-d'œuvre croître de 18% de plus que ceux des comtés voisins de la baie...

| | Couche-Tard | McDonald | Walmart |
|---|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Salaire horaire Caissier/Caissière à Montréal | 11,25\$⁴ | 10,92\$⁵ | 11,34\$⁶ |
| Manque à gagner: SHV (15,44\$) – salaire horaire versé | 4,19 \$ | 4,52 \$ | 4,10 \$ |
| Bénéfice net en 2016 (millions\$ US) | 1193,7⁷ | 4686,5⁸ | 113643⁹ |

• Scott Ostrander, le propriétaire de Cedarbrook Lodge, a ainsi déclaré qu'il serait forcé de fermer une partie de son hôtel, de supprimer des emplois et de réduire les horaires de ses employés si SeaTac faisait passer le salaire minimum à quinze dollars de l'heure. Or, après la hausse, il a agrandi son

Exiger d'un seul employeur qu'il augmente le salaire de ses employés place ce dernier en délicate position face à ses concurrents. Au contraire, une hausse du salaire minimum affecte tous les employeurs... équitablement.

hôtel pour seize millions de dollars...

L'IRIS, dans son étude Quels seraient les effets réels d'une hausse marquée du salaire minimum? En vient à la même conclusion:



Quel est l'entrepreneur qui accepterait de vendre sa production à un prix inférieur à ce dont il a besoin pour vivre décemment?

«dans la mesure où le taux de fermeture augmente à la suite d'une hausse du salaire minimum, cette augmentation est compensée par une hausse des ouvertures.»

En résumé, cette augmentation accordée à cette main-d'œuvre la moins bien nantie ne restera pas longtemps dans ses poches. L'offre devra répondre à cet accroissement de la demande: augmentation de la production, de l'emploi, des profits.

À ceux qui craignent que cette hausse versée aux travailleurs soit annulée par une montée de l'inflation qu'elle pourrait susciter, rappelons que le coût de la main-d'œuvre ne représente qu'une fraction du prix d'un produit. Certains employeurs ou certains distributeurs pourraient-ils en profiter pour justifier une hausse un peu plus juste du prix de leurs produits pour engranger davantage de profits? Improbable, mais pas impossible...

Se pourrait-il que malgré tout certains petits employeurs du coin soient contraints de fermer leurs portes? Poursuivant ce raisonnement, devrait-on exiger une baisse du salaire minimum à... 10 \$ pour ainsi favoriser davantage la création d'emplois... de «crève-faim»?

Quel est l'entrepreneur qui accepterait de vendre sa production à un prix inférieur à ce dont il a besoin pour vivre décemment? Pourquoi

alors ce même entrepreneur exigerait-il de ses employés qu'ils vendent leur force de travail à un prix inférieur à ce dont ils ont besoin, eux aussi, pour vivre décemment?

Déjà en 2016, pour relever l'économie américaine, la directrice du FMI, Christine Lagarde, exhortait les États-Unis à augmenter le salaire minimum fédéral. Dans une société comme la nôtre, où on nous répète, mois après mois, que le niveau d'endettement des citoyens a atteint de nouveaux sommets, comment peut-on espérer relancer l'économie en étouffant la demande?

Augmenter le salaire minimum? Bernie Sanders y voit aussi une autre conséquence positive qu'on ne devrait pas négliger: selon le Council of Economic Advisers, «des salaires plus élevés pour les travailleurs peu qualifiés réduisent les vols et les crimes violents [...] Une augmentation des salaires de 10% pour les hommes n'ayant pas fait d'études supérieures se traduit approximativement par une baisse de 10% à 20% des taux de criminalité».

Depuis janvier 2018 le salaire horaire minimum en Ontario est de 14,00\$ et selon Kathleen Wynne, il atteindra 15,00\$ en janvier 2019.

«Ce sont les inégalités, et non pas les impôts, qui pénalisent la croissance» estime le FMI quoiqu'en dise le monde des affaires. ●

**IL NOUS FAUT
PLUS
QUE ÇA.**



● PRIX BRIAN BARTON

Chaque année, le Prix Solidarité Brian-Barton vise à souligner l'engagement et l'implication de Mauriciennes et de Mauriciens dans le domaine de la solidarité, de même que dans la promotion des valeurs de justice sociale, d'égalité et de respect. Ce prix a cette année été décerné à Georges Young, et au vu de la grande solidarité dont a fait preuve cet homme tout au long de sa vie.

Georges Young, un parcours jalonné par la solidarité

PAR LE SECTEUR DES COMMUNICATIONS DU CS3R



Dès ses années de Cégep, Georges Young s'est investi dans le domaine de la solidarité, en offrant du temps au Rallye Tiers-Monde, permettant ainsi

la collecte de fonds pour le développement de projets d'aide internationale.

Ensuite, la solidarité ne l'a plus jamais quitté : il fut ainsi le premier, et dernier, animateur régional de Développement et Paix à Trois-Rivières. Cela lui a notamment permis de réaliser l'omniprésence du maldéveloppement, que ce soit à l'échelle mondiale ou régionale. Les inégalités sont

présentes partout, même dans nos pays occidentaux.

Son parcours lui a surtout fait prendre conscience que la solidarité était incontournable pour changer le monde. Grâce à la rencontre de nombreuses personnes engagées, ici ou ailleurs, et notamment en provenance de pays du Sud, Georges Young a renforcé sa conviction dans l'importance des liens par-



2012

Brian Barton



2013

Claude Lacaille et
Sœur Mariette Milot



2014

Jean-François Aubin

delà les frontières. En voyageant, par exemple au Guatemala lors du régime militaire, il découvrit l'héroïsme des personnes ordinaires, de celles qui continuent de s'organiser et de lutter, malgré les menaces. Une chose est sûre pour cet homme : les gens qui luttent, et qui oeuvrent à rendre le monde plus juste sont disséminés partout de par le monde, il suffit de savoir ouvrir les yeux.

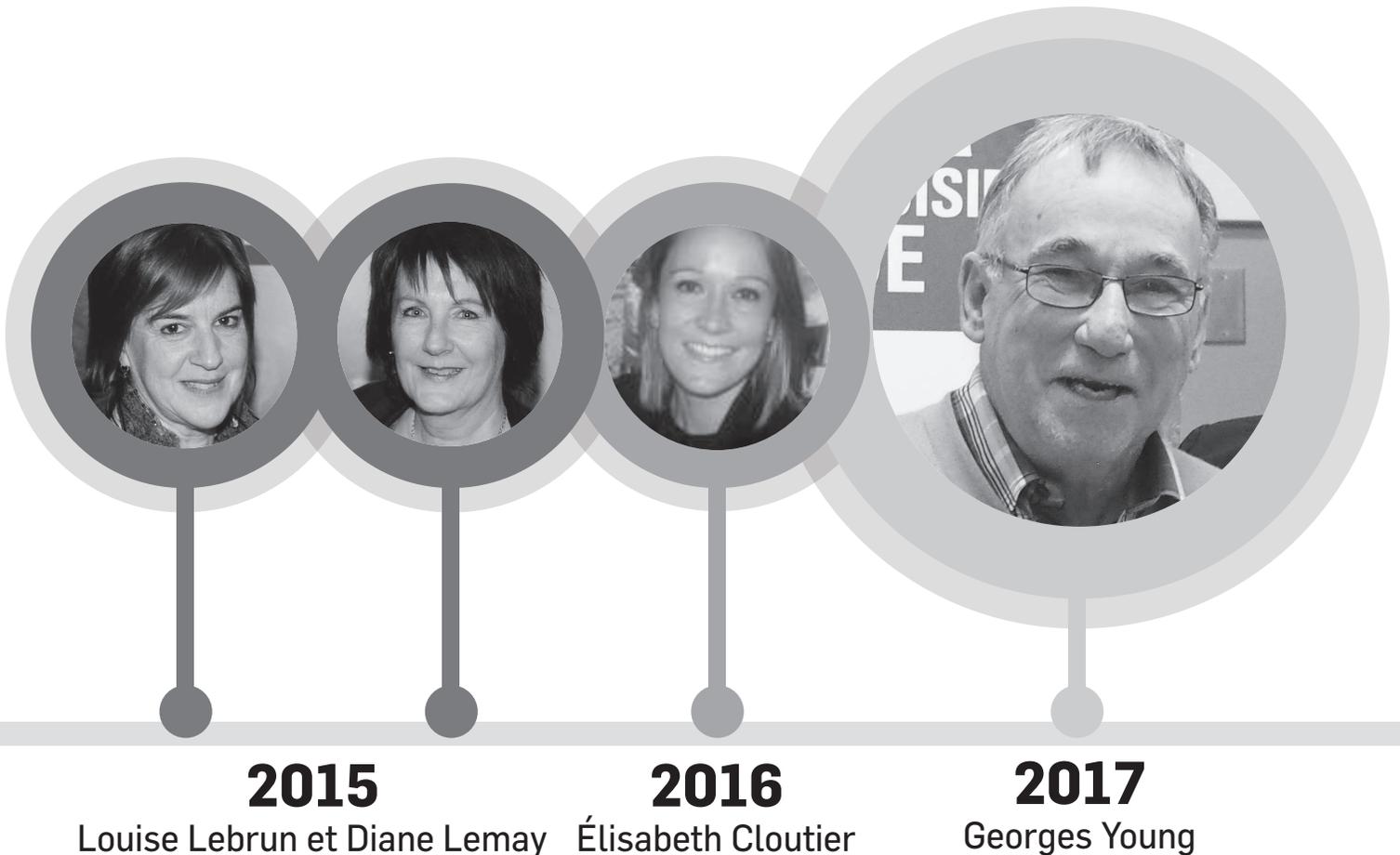
C'est après 23 ans de bons et loyaux services auprès de Développement et Paix que Georges Young a continué son parcours solidaire auprès de la Corporation de Développement Communautaire (CDC) de Trois-Rivières, afin d'œuvrer au renforcement du mouvement communautaire et de permettre aux personnes impliquées, personnellement ou professionnellement, dans le milieu communautaire de bénéficier d'un réseau communautaire mieux connu et mieux reconnu.

C'est pour saluer son parcours exemplaire que le Comité de Solidarité/Trois-Rivières a pris la décision d'honorer Georges Young en lui décernant le Prix Solidarité Brian-Barton. ●

LE PRIX SOLIDARITÉ BRIAN-BARTON

Le Prix Solidarité Brian Barton vise à souligner l'apport solidaire exceptionnel d'organismes ou de personnes actifs dans le développement d'une solidarité internationale et nourris par les valeurs de justice sociale, d'égalité et de respect. Avec ce prestigieux prix annuel, le CS3R souhaite marquer à grands traits les actions solidaires de Mauricenne-s engagé-e-s dans leur communauté, ici ou ailleurs.

Ces dernières années, le Prix solidarité Brian-Barton a été remis d'abord à feu Brian Barton, cofondateur du Comité de Solidarité/Trois-Rivières, puis successivement à Claude Lacaille et sœur Mariette Milot, à Jean-François Aubin, Louise Lebrun et Diane Lemay, ainsi qu'à Élisabeth Cloutier l'année dernière. Georges Young s'est dit très honoré d'inscrire son nom à la suite de ses prédécesseurs. C'est avec joie et fierté qu'il a donc reçu le Prix solidarité Brian-Barton 2017 des mains de Jocelyne Chagnon, conjointe de feu Brian Barton.



Une visite de nos partenaires en Bolivie

En novembre dernier, Richard Grenier, coordonnateur de secteur d'éducation du public au Comité de Solidarité/Trois-Rivières, s'envolait en Bolivie pour rendre visite à notre partenaire, le CEPROSI. Le projet, qui visait l'implantation de jardins collectifs et familiaux pour favoriser l'autonomisation des femmes, touche en effet à sa fin. Le partenariat va, lui, bel et bien de l'avant!



Ana Maria Vargas, la directrice du CEPROSI. Le CEPROSI est une organisation qui travaille depuis 1988 à la promotion de la santé dans les zones péri-urbaines de la ville de La Paz. Entre autres, le CEPROSI dispose d'une équipe de psychologues qui sont responsables de la prise en charge des femmes victimes de situations de violence et / ou les familles monoparentales grâce à des thérapies individuelles, en couple, en famille ou en groupe.

Cette femme est fière de nous présenter un plat typique fait avec une des plantes issues de la serre qui se trouve derrière elle, sur un toit de La Paz.



Richard Grenier et Normand Comte, responsable des programmes appuyés par Développement et Paix. Sans le soutien de l'organisme, le projet n'aurait pas pu avoir lieu.

COMPRENDRE POUR AGIR :

les changements climatiques

LE RÉSEAU IN-TERRE-ACTIF LANCE LE 8^e TOME DE SA SÉRIE JEUNESSE « COMPRENDRE POUR AGIR » SUR LE THÈME DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.

L'album thématique « Comprendre pour agir : Les changements climatiques » est un outil d'éducation à la citoyenneté qui s'adresse plus particulièrement aux jeunes de 10 à 14 ans mais qui convient également à toute personne intéressée à mieux comprendre le phénomène des changements climatiques et à agir pour améliorer les choses.

Les changements climatiques représentent l'un des plus grands défis à relever de toute l'histoire de l'humanité. Leurs effets se font sentir aux quatre coins de la planète et tous les vivants peinent à s'adapter aux conséquences d'une augmentation si rapide des températures. Il n'est plus possible de nier cette réalité.

exemple, aux inondations des dernières années, à l'érosion des berges dans les zones côtières, à la mauvaise qualité de l'air en milieu urbain, aux dégâts causés par les invasions d'insectes nuisibles, à la fonte du pergélisol dans le Nord, aux épisodes de chaleur accablante et de sécheresse, etc.

Dans ce contexte, diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) reliées aux activités humaines et s'adapter aux impacts actuels et futurs des changements climatiques sont donc des priorités. C'est pourquoi au niveau collectif, des choix politiques et économiques courageux s'imposent. Au niveau individuel, il faut également questionner nos habitudes de vie et nos choix de consommation. Pour ce faire, chacun et chacune d'entre nous un rôle à jouer, et ce, dès aujourd'hui. Heureusement, partout dans le monde, de plus en plus de personnes, d'organisations, de gouvernements et même d'entreprises ont compris qu'il est urgent d'agir et mettent en place des solutions qu'il importe de connaître et de promouvoir.

L'intention éducative de l'album thématique « Comprendre pour agir : les changements climatiques » est de sensibiliser et de responsabiliser face aux bouleversements du climat. Comme son titre l'indique, un effort de compréhension est nécessaire afin d'être en mesure de poser les bonnes actions. L'album ne vise pas à culpabiliser ou à créer un climat de panique. Bien au contraire, il veut aller au-delà du découragement possible et présenter des initiatives réalistes et porteuses d'espoir pouvant être appliquées ici et maintenant.

Brillamment illustré par Boris, l'album thématique est actuellement utilisé dans 50 classes de 3^e cycle du primaire en Mauricie et au Centre-du-Québec. Un guide de vingt activités pédagogiques complémentaires à l'album a également été élaboré par l'équipe du Réseau In-Terre-Actif. L'album, tout comme le guide d'activités pédagogiques, est accessible au www.in-terre-actif.com/climat et il est possible de commander des exemplaires papiers de l'album thématique auprès du Réseau In-Terre-Actif.

Nous tenons à remercier le mouvement héros de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), la Société d'étude et de conférences (section Mauricie et Centre-du-Québec) ainsi que le Ministère des relations internationales et de la Francophonie (MRIF) pour leurs appuis financiers. ●



Nous sommes tous concernés par cet enjeu mondial, bien que nous ne soyons pas encore tous affectés de la même façon par ses impacts. Des centaines de millions de personnes en Amérique centrale, dans les Antilles, en Afrique sub-saharienne, en Asie du Sud-Est, dans le Pacifique et dans les régions arctiques souffrent et voient leurs conditions de vie menacées par les impacts des bouleversements du climat. Dans la majorité des cas, il s'agit de personnes parmi les plus pauvres de la planète.

Le réchauffement planétaire a aussi des conséquences qui affectent les communautés et les écosystèmes québécois. Pensons, par





Emmanuelle, bien entourée de sa fourmilière.

La Fourmilière

Depuis devenue accompagnatrice, Emmanuelle a réalisé son premier séjour Québec sans frontières au Burkina Faso. Dans ce texte, elle revient sur sa famille d'accueil.



EMMANUELLE LAVOIE

**ANCIENNE STAGIAIRE ET ACCOMPAGNATRICE
QUÉBEC SANS FRONTIÈRES**

J'ai reçu un message de Liliane, mon accompagnatrice, me demandant une p'tite description de ce que pourrait bien être ma parfaite famille d'accueil. Hummm... c'est quand même toute une tâche, choisir sa famille. J'y ai pensé longtemps et, en bout de ligne, j'ai demandé une grosse famille très active. Et j'ai été servie. Je suis maintenant princesse au Burkina. Oui, oui, une princesse! Je fais partie de la famille Yaguibou, la grande famille royale de Pô. N'allez pas vous imaginer que je porte un diadème et que je vis dans un château. Non, j'utilise le fameux « trou », je tue des coquerelles et je dors sur des lattes de bois dans les craques de mon matelas. Bref, je vis la VRAIE vie burkinabée. Ma maison, c'est La Fourmilière. C'est un système social très complexe. On s'y perd facilement, il faut être à l'affût. Disons que l'entrée dans ma méga giga famille fut...stimulante?! Pour quelqu'un qui vit dans une famille de quatre normalement, mon nouvel environnement, qui inclut en moyenne 20 personnes, m'a un petit peu choquée. C'est lorsque tu subis tes premiers problèmes de digestion et que ta tante (ou peut-être sœur, mère, grand-mère) t'approche et te dit : « Emma, tu es allée sept fois aux toilettes ce matin; la santé, ça va? », que tu abandonnes l'idée d'avoir de l'intimité au Burkina Faso.

Les premières semaines, j'essayais d'apprendre les noms des 25 enfants vivant dans ma grande maison, de me faire comprendre et de saluer mes trois grand-mères. Ouf! Je ne savais plus où me mettre. Je ne comprenais juste pas comment interagir avec ces gens à la culture et à la langue si différentes des miennes. Je me blâmais beaucoup de mal m'inclure dans ma famille. J'étais persuadée que quelque chose allait de travers. Évidemment, je m'inquiétais pour rien. Les choses se sont finalement enlignées. Comme quoi le temps arrange tout. J'ai tranquillement compris que ce n'était pas seulement moi qui tentais désespérément de les comprendre; eux aussi essayaient de comprendre le curieux fonctionnement de ma personne. Ils savent maintenant que c'est normal lorsque je m'assois seule dans le noir chaque soir pour regarder le ciel étoilé du Burkina, que j'aime beaucoup faire ma vaisselle et mon lavage, et que je danse sur presque n'importe quoi. J'apprécie tellement le temps passé avec eux. Je me sens comme chez moi. Je me promène les pieds nus sur la terre rouge de ma cour. Je la connais bien, ma fourmilière, ses moindres recoins, les liens entre toutes les fourmis. Et j'y trouve maintenant ma place. ●

J'étais persuadée que quelque chose allait de travers. Évidemment, je m'inquiétais pour rien.

LA CONSCIENCE DÉFAILLANTE DES ENFANTS DU SIÈCLE :

Entre envie et responsabilité

Marika lors de sa visite au village royal de Tiébélé, dans le sud du Burkina Faso

Marika Fortin-Turmel a participé à un projet QSF au Burkina Faso l'été dernier. Elle nous livre ici ses réflexions sur le volontourisme, nouvelle forme de tourisme de plus en plus prisée mais pourtant bien souvent dommageable.

MARIKA FORTIN-TURMEL

ÉTUDIANTE EN RELATIONS INTERNATIONALES À L'UQAM ET
STAGIAIRE QSF AU BURKINA FASO À L'ÉTÉ 2017

L'arrivée massive des nouveaux médias d'information depuis bientôt plus d'une décennie façonne directement le rapport des individus au monde extérieur. Ces moyens de communication renforcent donc les courants sociaux déjà en place, en les faisant voyager à vitesse grand V par la toile. La peur de ne rien manquer (syndrome Fear of Missing Out) qui se remarque de plus en plus chez les jeunes de 18 à 34 ans, les « milléniaux », se traduit non seulement par la consommation accentuée de vêtements à la mode, de biens technologiques et de produits culturels, mais également par la compulsion de l'évasion et du voyage. La mondialisation ayant abaissé la plupart des frontières, notre génération se trouve libre de vagabonder au gré de ses envies, mais surtout selon les tendances du moment. Écotourisme, volontourisme, tourisme responsable, tourisme solidaire, voyage culturel, wwoofing, croisière : il est souvent difficile de s'y retrouver dans la panoplie de possibilités que publicité et compagnies nous offre. Trop souvent sans se poser de questions, on adhère à ce qui nous plaît spontanément (autre caractéristique de notre ère), car nous ne vivons qu'une seule fois (yolo : you only live once ou le carpe diem de notre époque). Mais qu'en est-il de l'envers de ces annonces publicitaires et des conséquences des choix impulsifs de jeunes exaltés par l'évasion? Outre le plaisir éphémère que nous en retirons et les vidéos souvenirs que nous publions sur les réseaux sociaux pour exhiber notre existence comblée, quelles traces laissons-nous après notre passage dans ces pays, tous plus exotiques les uns que les autres? Voilà une question qui est bien souvent escamotée de l'équation du voyage, alors qu'elle devrait constituer notre principal

facteur de décision dans le choix de la destination. De prime abord, l'utilisation d'un moyen de transport comme l'avion représente une bonne dose de pollution, si on ne compense pas pour notre empreinte écologique. Pourtant, il s'agit du moyen de transport privilégié des voyageurs les plus aguerris et d'un acquis sous-entendu pour nous, jeunes des temps modernes. Mais par-dessus tout, le choix du type de tourisme peut grandement affecter les populations locales, autant sur le plan économique, social que culturel. Faire du bénévolat en Thaïlande dans un orphelinat, construire une école au Malawi ou même passer ses vacances dans un tout-inclus ne contribuent, la grande majorité du temps, qu'à engraisser le butin de cette industrie qui voit la misère humaine comme une autre devise de la bourse. En stigmatisant le visage de la pauvreté par cette funeste mode dite « volontaire », les réseaux sociaux ne font que renforcer certains préjugés au détriment de communautés ayant de vrais besoins spécifiques. Sans vouloir faire porter le blâme à ma génération, ce que je lui demande aujourd'hui est un premier pas dans la bonne direction : la conscientisation. Être au courant des répercussions morales et environnementales de nos choix, comprendre les enjeux auxquels font face certaines populations et surtout, ne pas utiliser notre privilège de samaritain blanc pour se donner bonne conscience. Il y a tant de belles initiatives qui voient le jour avec l'avènement du progrès technologique. Pourquoi ne pas en saisir une et faire de l'humanité responsable? ●

**Quelles traces laissons-nous après
notre passage dans ces pays, tous plus
exotiques les uns que les autres?**

On distingue une succession de trois grandes époques du féminisme appelées vagues. Chaque nouvelle vague apporte des modifications, des approfondissements, une réappropriation des héritages des époques précédentes. Les deux premières vagues se situent principalement en Occident, alors que la troisième s'ouvre quant à elle davantage sur le monde. C'est de cette dernière vague que traite ce texte.

Du féminisme de la troisième vague



CLÉMENCE BIDEAUX

ÉTUDIANTE EN ÉTUDES FRANÇAISES À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES (UQTR)

Tout d'abord, la première vague s'inscrit dans une période allant de 1800 au début des années 1900. Ce féminisme de la première vague était égalitariste : les femmes manifestaient pour la reconnaissance de leurs droits, plus particulièrement le droit de vote (on pense notamment aux fameuses suffragettes).

La deuxième vague, quant à elle, s'inscrit approximativement entre 1960 et 1970. Cette vague est marquée par la lutte pour le droit à la contraception, à l'avortement et la condamnation de la violence conjugale. Le radicalisme de cette vague influence grandement la perception du féminisme à l'heure actuelle. On oublie souvent, à tort, de distinguer les diverses vagues, provoquant des amalgames entre ces dernières et attribuant le radicalisme de la seconde vague à la troisième.

La troisième vague du féminisme, en regard des autres vagues, se veut notamment moins blanche, moins bourgeoise et moins occidentale. Plus inclusive, elle délaisse l'universalisme des vagues précédentes : tout ne s'applique pas à tout le monde de la même façon. La troisième vague poursuit donc

la défense des droits des femmes, mais y intègre des minorités auparavant délaissées par ce combat. Les personnes invalides, les personnes au foyer, les personnes racisées, les travailleurs et travailleuses du sexe et les membres de la communauté LGBTQ+, etc. sont désormais inclus-e-s dans la lutte.

féministe
tant
qu'il le
faudra !

En ce sens, le féminisme de la troisième vague se décline en nombreux mouvements. On compte parmi eux l'afro féminisme, qui se préoccupe de la place des femmes afro-descendantes au sein de la société, en dénonçant les oppressions qu'elles subissent non seulement en tant que femme, mais également en tant que personne racisée.

La notion de privilège est également au centre du féminisme actuel. Cette notion questionne les avantages que chacun possède et qui influencent notre vie (toujours dans une vision non universalisante). Par exemple, le fait d'être une femme n'est pas un privilège, puisque nous vivons au sein d'une société patriarcale, mais posséder une bonne situation économique et être valide (i.e. de ne pas être handicapé) en sont. En ce sens, on peut posséder certains privilèges et d'autres non, l'important étant de reconnaître ceux que nous possédons afin d'avoir une meilleure connaissance de notre situation.

Dans cette perspective, le féminisme actuel prend en compte la situation géopolitique et socioéconomique de la personne. Chaque pays, province, région a sa propre histoire, et chaque personne évolue dans un contexte et selon des conditions qui lui sont propres. Ainsi, le fait de vivre dans un pays occidental est considéré comme un privilège. C'est pour cette raison qu'un même acte ne pourra pas être comparé et analysé de la même façon selon sa provenance. Par exemple, en Arabie Saoudite, les femmes auront le droit de conduire à partir de juin 2018. Du point de vue occidental, cela peut nous sembler insignifiant. La conduite est acquise depuis quelque temps déjà. De plus, nous gardons plutôt en tête la tutelle de ces femmes par leur père, frère ou époux, et c'est comparativement à cela, que le droit de conduire peut nous sembler une avancée moindre. Pourtant, c'est un pas en avant vers l'émancipation.

Il serait également impertinent d'imposer à une femme d'Arabie Saoudite de poser des actes possibles en Occident, ni la juger de ne pas pouvoir le faire, car encore une fois, le contexte est à prendre en compte, et un même geste peut avoir des conséquences



tout à fait différentes selon la situation dans laquelle il est exécuté. Par exemple, une femme musulmane vivant au Québec pourrait sortir sans son hijab en toute impunité si elle le désirait, ce qui ne serait pas le cas en Arabie Saoudite. Autre exemple, une femme, au Québec, peut avorter. Le choix lui appartient. Elle est libre de le faire ou non. Au contraire, une femme vivant au Salvador ne détient pas cette liberté puisque c'est un acte illégal. Les conséquences d'un avortement ne seront donc pas les mêmes et elles ne disposent donc pas de la même capacité de choisir. Bref, il ne s'agit pas de hiérarchiser les avancées du féminisme, ni même de comparer ou de juger les actes posés, mais de considérer que le contexte possède une place déterminante au sein du féminisme.

Pour conclure, on peut dire que le féminisme actuel, celui de la troisième vague, se place sous le signe de l'inclusion et est souvent confondu à tort avec le féminisme de la deuxième vague, plus radical et moins inclusif. Cet amalgame dessert souvent le féminisme, mal représenté dans la sphère médiatique et souvent décrié sur les réseaux sociaux. La lutte est pourtant belle et bien d'actualité, bien qu'il y ait eu des progrès concernant la condition et les droits des femmes. Il est important de ne pas se reposer sur ces acquis et conserver un regard critique envers notre société. ●

**Au Nicaragua,
des femmes militent pour
le droit à l'avortement.**

**La notion de privilège est
également au centre du
féminisme actuel. Cette notion
questionne les avantages
que chacun possède et qui
influencent notre vie.**

PHOTO : JOANIE MILETTE- CS3R

*Plus de quarante personnes se sont déplacées à la librairie l'Exèdre de Trois-Rivières un mardi soir de février pour entendre Valérie Faucher-Lefebvre, éditrice, militante et auteure, parler des dix essais écoféministes rassemblés sous le titre **Faire partie du monde**, recueil paru aux éditions Remue-Ménage. Un succès qui en dit long sur le besoin de placer des mots sur ce que plusieurs pratiquent depuis de nombreuses années sans s'en rendre compte.*

Faire partie du monde : des textes nécessaires, une réflexion importante



JULIE VERRAULT

MEMBRE DU COMITÉ FEMMES ET
DÉVELOPPEMENT DU CS3R

Dans les pays du Sud, davantage touchés par les changements climatiques, les femmes sont d'autant plus vulnérables qu'elles héritent souvent des rôles de soin de la famille : elles nourrissent les familles et vont chercher l'eau, par exemple. Les causes écologistes sont donc intimement liées aux causes féministes et aux droits des plus démunis. Ainsi, nombre de projets de coopération internationale s'inspirent de cette approche écoféministe en visant à la fois l'autonomisation des femmes et les différents enjeux environnementaux : l'eau, le carburant pour les cuisines, les déplacements de populations liées aux catastrophes environnementales et aux sécheresses.

Selon Valérie Lefebvre-Faucher, malgré tous ces obstacles liés aux changements climatiques, ce sont les femmes du Sud et celles parmi les plus groupes les plus défavorisés qui, les premières, ont développé des initiatives alliant écologie et féminisme et nous, pays du Nord, ferions bien de nous en inspirer. En effet, plusieurs mouvements innovants issus des communautés du Sud ou des peuples autochtones illustrent bien la diversité des besoins et des pistes de solutions qui viennent des femmes elles-mêmes.

Par exemple, on peut citer le Mouvement de la ceinture verte, organisation non gouvernementale fondée en 1977 par la Kenyane et lauréate du prix Nobel de la paix Wangari Maathai. Ce mouvement propose aux femmes de planter des arbres pour contrer la déforestation, mais aussi restaurer leur principale source de combustion, générer des revenus et stopper l'érosion du sol. Un geste de protection de l'environnement donc, mais aussi d'autonomisation des femmes. La promotion et l'émancipation des femmes, mais aussi l'écotourisme, et le développement économique, sont inhérents au Mouvement de la ceinture verte.

Plus près de nous, nous avons vu naître en 2012 le mouvement Idle No More (Jamais plus l'inaction). Loin d'être la première, elle est pourtant la lutte la plus médiatisée menée par des femmes autochtones. En réaction à une loi qui brimait les traités ancestraux des communautés autochtones de l'ouest du Canada, le mouvement a depuis pris une ampleur nationale et des groupes d'actions ont éclo un peu partout au Québec et ailleurs au Canada.

Ces deux exemples ont d'ailleurs inspiré plusieurs initiatives semblables dans les pays occidentaux, ils ont aussi permis de faire entendre des voix tues depuis trop longtemps.

Le titre même du livre, *Faire partie du monde*, énonce ainsi que les Humains font partie d'un monde à prendre dans sa globalité (l'aspect écologique) et que les femmes doivent jouer un plus grand rôle dans les prises de décisions (l'aspect féministe).

L'essai de Marie-Anne Casselot ouvre la discussion en répertoriant les différents courants écoféministes. On y voit un foisonnement d'idées et de causes toutes plus riches et importantes et qui remontent à plusieurs générations : un parallèle se crée avec l'immense diversité du vivant qui en fait sa force. Loin de souhaiter un message ou une voie unique, l'écoféminisme encourage la pluralité des voix et des angles et s'éloigne de la simplification propre à la domination de l'autre. De ces femmes qui luttèrent dès les années cinquante contre la nucléarisation de la société aux plus récents mouvements véganes et contre l'exploitation animale, on pourrait croire qu'il y a peu de lien.

Et pourtant, au contraire, il en procède de systèmes de production et de décisions qui découlent de cette même hiérarchisation du vivant. Supériorité de certains humains sur d'autres, des humains sur les autres espèces. Or, comme le souligne avec justesse Valérie Lefebvre-Faucher dans son essai *Les priorités cachées*, «l'écoféminisme (me) dit la vie d'abord, oui toute la vie». Les notions de soin et de la vie, si rattachées aux rôles des femmes, s'étendent à toutes les autres questions essentielles, liées à la vie et la survie des espèces, dont la nôtre. ●

Collectif

Faire partie du monde

Réflexions écoféministes



Le recueil d'essais, rédigé par un collectif, témoigne de la pluralité des voix au sein de l'écoféminisme pour s'éloigner de la simplification propre à la domination de l'autre.

Ce sont les femmes du Sud qui, les premières, ont développé des initiatives alliant écologie et féminisme et nous, pays du Nord, ferions bien de nous en inspirer.

Wangari Maathai

Wangari Maathai est une des figures emblématiques de l'écoféminisme : le Mouvement de la ceinture verte, qu'elle a fondé, associe autonomisation des femmes et protection de l'environnement.

Le sexisme ordinaire concerne les gestes, comportements, réflexions, attitudes misogynes présents au quotidien et tellement banalisés dans nos vies quotidiennes que nous remarquons même plus sa présence. À travers cette histoire fictive, mais pas tant que ça, les auteures ont cherché à lui redonner une certaine visibilité.

Une petite histoire de sexisme ordinaire



**CLÉMENCE BIDEAUX
ET ALICE GRINAND**

Comme beaucoup, elle n'est pas féministe. Il y a des enjeux plus importants et puis, la condition de la femme n'est plus si mal aujourd'hui. Il y a eu beaucoup de progrès. Elle pense donc qu'elle n'a pas besoin du féminisme. Elle ne pense qu'en aucun cas sa vie quotidienne nécessiterait un quelconque changement vis-à-vis de son genre. Les enjeux soulevés par les féministes, selon elle, ne la concernent pas. Elle a un travail, un bon salaire, une relation saine avec son conjoint, elle se sent libre, libre d'aller où elle veut, vêtue comme elle veut. Alors, pourquoi devrait-elle être féministe?

Voyons, pourtant, comment s'imisce le sexisme ordinaire dans son quotidien. (Par sexisme ordinaire, entendons gestes, comportements, réflexions, attitudes misogynes présents au quotidien et banalisés)

Journée de semaine, il faut se préparer pour aller au travail. Elle se lève, déjeune, se prépare en vitesse, mais pas trop vite non plus, il faut être présentable pour avoir l'air sérieuse au travail. Assez maquillée pour ne pas paraître négligée, mais pas trop non plus pour ne pas avoir l'air vulgaire.

Les poubelles passent tout à l'heure, mince! la poubelle n'a pas été sortie. C'est de sa faute, elle n'avait qu'à y penser et demander la veille à son conjoint si elle voulait de l'aide. Tant pis, elle les sort, elle sera un peu en retard à son travail, mais il faut que ça se fasse.

Elle sort de chez elle à toute allure. Dans sa voiture, elle met la radio, aux nouvelles, une histoire de viol, elle se déplaçait seule, en pleine nuit en sortant de soirée et en plus elle avait bu. Ne l'avait-elle pas un peu cherché? s'interroge-t-elle C'est sûr que quelqu'un essaierait d'en profiter. En plus, elle portait une robe. Il faut savoir se protéger, se dit-elle. Quelques statistiques suivent la nouvelle : 1 femme sur 3 a été victime d'au moins une agression sexuelle depuis l'âge de

16 ans, 1 femme sur 7 est agressée sexuelle au moins une fois par son conjoint. A elle, ça ne lui arrivera pas, elle est forte, elle a une conduite exemplaire, elle ne côtoie que de bonnes personnes, ça ne peut pas lui arriver, croit-elle.

Elle arrive au travail un peu morose et stressée par sa matinée qui ne fait que commencer. Son collègue la salue et constatant qu'elle n'a pas l'air très bien, se permet : « Eh beh, tu es plus jolie quand tu souris. T'as tes règles ou quoi? » et conclut sur un « tu pourrais faire un effort, quand même! »

Le midi, elle va manger au restaurant avec son collègue. Sur son menu, les prix ne sont pas indiqués contrairement à celui de son collègue. Elle commande un burger, tandis que son collègue choisit une salade. Évidemment, le serveur n'y manquera pas, et se trompera en servant les assiettes. C'est à lui qu'on fera goûter le vin, aussi. Elle se dit que c'est mieux ainsi, puisqu'elle n'y connaît rien, elle. Durant le repas, il fait quelques blagues un peu déplacées qui la mettent un peu mal à l'aise. Elle n'ose rien dire, c'est de l'humour et ne veut pas paraître rabat-joie. Tous les autres au bureau le font aussi, et c'est toujours mieux que de travailler avec des femmes. Rien ne vaut un entourage masculin, pense-t-elle, les filles sont tellement superficielles et désagréables. Au final, elle a de la chance malgré leurs remarques.

Après son travail, en marchant pour se rendre à l'épicerie, elle pense à ce qu'elle doit acheter. Il ne reste plus qu'un rouleau de papier toilette. Oh, mon chéri doit arriver à court de mousse à raser. Surtout, ne rien oublier. Soudain, un « mademoiselle, t'es trop belle. » accompagné d'un regard pervers la tire de ses pensées.

A l'épicerie, elle passe par le rayon de l'hygiène, elle doit acheter des serviettes hygiéniques. Dans le même rayon se trouvent les couches pour enfants, elle ne peut pas s'empêcher de penser à cette question qu'on lui pose si souvent : "Et les enfants, c'est pour quand?" Elle n'en désire pas, mais elle sait qu'elle passe pour une égoïste en disant ça, alors elle finit toujours par répondre qu'ils y pensent, avec son conjoint, d'ici un ou deux ans peut-être. Fati-



Suffragette britannique arrêtée lors d'une manifestation au 19^e siècle.

guée d'entendre toujours le même refrain lorsqu'elle répond avec honnêteté : de toute façon, tu changeras d'avis. Tout en y pensant, elle prend un paquet de serviettes hygiéniques. C'est drôle, il y a toujours ce même petit liquide bleu présent sur les paquets. Le jour où le sang sera bleu, il faudra pourtant s'inquiéter. Elle cache le paquet sous d'autres articles, elle n'aime pas que l'on voie ça dans son chariot.

En arrivant chez elle, après avoir rangé les courses, elle file sous la douche. Il faut qu'elle se rase, ça fait plusieurs jours déjà depuis la dernière fois et ça repousse déjà. Ça la fatigue de devoir le faire alors qu'elle voudrait simplement se reposer avec sa journée de travail. En plus, ça irrite et ça gratte, mais elle a peur d'être jugée, surtout par son copain, mais aussi par les autres. Elle se dépêche, il faut encore qu'elle fasse à manger, et se coupe. Ça fait mal et en plus elle se retrouve avec des jambes laides. Bravo, se dit-elle.

Son conjoint rentre du travail. Ils mangent ensemble et finissent la soirée devant la télévision. L'actrice principale passe constamment pour une potiche qui ne pense qu'à séduire, elle l'énerve. En plus, elle a un corps de rêve, elle. Un peu comme toutes ces femmes qu'on trouve dans les publicités de parfum : toujours nues, ou dénudées, ou au moins, une tenue suggestive, un corps sculpté, doré ou d'une blancheur immaculée, des yeux à en tomber par terre. Et le parfum dans tout ça, hein?

En se couchant, elle se dit qu'elle n'a pas à se plaindre, il y a des femmes, ailleurs dans le monde, qui ne pourraient pas faire tout ce qu'elle fait, qui n'ont aucune liberté, pas même celle de conduire. Sa situation n'est pas si mal, finalement... ●



Le sexisme ordinaire s'immisce subtilement dans notre quotidien...

PHOTO : TOILETTES D'ORLY, OLIVIER RAZEMON

**Les enjeux
soulevés par
les féministes,
selon elle, ne la
concernent pas.**

Le projet Livres comme l'air, projet conjoint d'Amnistie internationale, de l'Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ) et du Centre québécois du P.E.N. international, vise à sensibiliser le grand public et les autorités gouvernementales aux persécutions dont sont victimes, à travers le monde, de nombreux écrivains. Une initiative qui conjugue solidarité et littérature.

Prêter sa voix. La solidarité littéraire du Centre québécois du P.E.N international.

KRISTINA MONFETTE FORTIN

ÉTUDIANTE EN MAÎTRISE DE LITTÉRATURE À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES (UQTR)

Automne 2018, le Salon du livre de Montréal bat son plein et les lecteurs de tout âge et de tout horizon littéraire sont au rendez-vous. La foule se presse à la Place Bonaventure impatiente de rencontrer les auteurs en dédicace. À observer cette effervescence, on pourrait poser le constat optimiste que la lecture semble encore être une activité bien vivante, et ce, malgré les statistiques alarmantes qui indiquent une baisse des ventes de livres au Québec. Pour plusieurs acteurs du milieu littéraire, les salons du livre ressemblent à ces réunions de famille où l'on revoit, une fois l'an, un oncle éloigné ou une petite-cousine. Les rencontres y sont chaleureuses et amicales. C'est exactement les sentiments qui m'habitent en croisant l'écrivaine, poète et auteure-compositrice-interprète, Pauline Michel.

Si elle prend part au Salon du livre de Montréal pour y présenter son plus récent livre, *La quête de la fille disparue*, écrit avec Mario Pelletier, notre conversation dévie plutôt sur sa participation à l'événement *Livres comme l'air*. Depuis l'an 2000, Amnistie internationale, l'Union des écrivaines et écrivains québécois (UNEQ) et le Centre québécois du P.E.N. international unissent leur voix à travers le projet *Livres comme l'air* afin de dénoncer la censure et la répression subies par des journalistes, écrivains ou poètes en raison de leurs idées. En signe de solidarité, dix écrivains québécois sont donc jumelés à dix écrivains emprisonnés à travers le monde. Les auteurs québécois sont invités à rendre hommage à leur homologue à l'aide d'une dédicace. Cette solidarité ne demeure pas symbolique puisque le projet *Livres comme l'air* s'accompagne de pétitions afin de

faire pression pour la libération de ces auteurs incarcérés. De fait, le projet porte ses fruits, car une centaine d'écrivains ont recouvré la liberté depuis 2000, dont tout dernièrement l'écrivaine colombienne Angye Gaona qui avait été jumelée avec Denise Desautels en 2012.

Lorsqu'elle se confie sur son expérience avec *Livres comme l'air*, la compassion que manifeste Pauline Michel pour l'écrivaine iranienne et défenseuse des droits de la personne Golrokh Ebrahimi Iraee se remarque immédiatement : « L'histoire de cette femme m'a bouleversée, comme celles, d'ailleurs de son mari et de tous ceux qui tentent de faire évoluer leur société à leurs risques et périls. Ils le paient de leur liberté, de leur vie. » Comme poète et auteure-compositrice-interprète, Michel se montre sensible aux sonorités des mots et c'est d'ailleurs la ressemblance entre le nom d'Iraee et de son pays, l'Iran, qui inspira à l'écrivaine le début chantant de sa dédicace « Iran, Iraee, Iran, Iraee... On pourrait croire entendre un chant, un leitmotiv, pour la liberté. Pourtant on vous a enfermée, condamnée à six de prison pour vous être prononcée contre la tradition... de la lapidation. »

« L'histoire de cette femme m'a bouleversée, comme celles, d'ailleurs de son mari et de tous ceux qui tentent de faire évoluer leur société à leurs risques et périls. Ils le paient de leur liberté, de leur vie. »

Quand je lui demande si elle trouve que cette prise de parole pourrait être qualifiée de militante ou de féministe, elle me répond qu'« elle avait l'impression d'être "humaine" tout simplement. Une humaine qui souffre énormément de l'injustice et de la douleur des autres. »

Michel croit que des événements comme *Livres comme l'air* « entraînent une conscientisation politique essentielle à l'action. On ne peut faire autrement qu'agir devant tant d'injustices, que de s'impliquer, dans la mesure du possible, pour changer les mœurs et les coutumes primitives qu'on associe trop souvent à l'identité d'un peuple. »



Le projet Livres comme l'air défend la liberté d'expression en usant de la solidarité littéraire.

Cette idée d'engagement est primordiale, car elle permet d'illustrer une facette méconnue du métier d'écrivain. En effet, Livres comme l'air est l'une des nombreuses activités dans lesquelles s'implique le Centre québécois du P.E.N. international. Division du P.E.N. fondé en 1921 à Londres, le P.E.N. Québec réunit les auteurs professionnels (l'acronyme P.E.N. signifie poètes, essayistes et nouvellistes-romanciers) voulant s'engager à défendre la liberté d'expression et à décrier toute situation où les droits des auteurs seraient brimés. Au-delà de la création littéraire, l'auteur peut agir sur sa société par ses écrits. Le P.E.N. Québec met en lumière cette solidarité littéraire des écrivains qui prêtent leurs voix pour protéger celles que l'on tente de faire taire.

En 2015, le Comité Femmes du P.E.N. Québec voit le jour à l'initiative de Germaine Beaulieu et d'Hélène Lépine. La mission du comité poursuit celle du Centre québécois, mais en se concentrant sur les enjeux de la parité, de l'équité et de reconnaissance des œuvres d'écrivaines du Québec et de l'international. Le Comité Femmes forme un exemple de solidarité entre les écrivaines d'ici et d'ailleurs en réfléchissant à la place que l'on accorde aux femmes dans le milieu littéraire, journalistique, dramaturgique, etc. La nécessité et la pertinence de ce comité apparaissent évidentes dans la mesure où le

travail des écrivaines internationales s'expose souvent à la censure, mais mène parfois à l'emprisonnement, à l'exil ou à l'assassinat de celles-ci en raison des idées politiques ou des croyances religieuses véhiculées dans leurs écrits. Parmi les événements organisés par le Comité Femmes, soulignons « Pour mémoire - Lecture d'écrivaines du monde » où les membres offraient en lecture les textes de ces écrivains aux droits bafoués, façon de faire vivre les textes de ces auteurs muselés.

À l'occasion de la Journée mondiale de la femme, le Comité Femmes et le Centre québécois du P.E.N. invitent à réfléchir sur la condition des écrivaines de partout dans le monde et incitent à assister à ces soirées de lecture afin de manifester sa solidarité à ces créatrices emprisonnées et à celles qui s'engagent à dénoncer cette situation en leur nom. ●

CENTRE QUÉBÉCOIS DU



INTERNATIONAL

écriture et liberté

La corruption est une action qui se perpétue à deux : un corrompu qui obtient une rétribution, souvent de l'argent, en échange de sa complaisance, et un corrupteur, qui va obtenir un avantage en soudoyant une (ou plusieurs) personnes. La corruption gangrène les plus hautes sphères de nombreux pays en prise contre l'extrême pauvreté. Christophe Noualhat, qui a vécu plusieurs années à Madagascar, nous livre ici son opinion sur ce fléau qui touche particulièrement la Grande Ile.

CORRUPTION, UN FLÉAU MODERNE

L'exemple de Madagascar



CHRISTOPHE NOUALHAT

Lorsque l'on entend le mot « corruption », on s'imagine plusieurs choses : la corruption de bas étages, celle du policier qui va vous laisser passer contre un petit billet ou bien la corruption en haut lieu de fonctionnaires touchant des mallettes de billets tel un James Bond en échange d'une autorisation de s'approprier des terres, de miner le sous-sol, le déforester, ou de monter un hôtel de luxe sur une plage protégée.

La petite corruption peut être éliminée, purgée par des forces politiques volontaires, elle peut être réduite à un minimum acceptable par la société et dont la nocivité ne sera qu'anecdotique. La corruption individuelle est nuisible, mais elle n'est rien à côté de la corruption généralisée qui touche nombre de pays en voie de développement comme celle qui sévit à Madagascar.

Sur l'index de perception de la corruption 2016 de « Transparency International », Madagascar est au 145^e rang sur 176 pays avec un score de 26/100 (de 0 : corruption extrême à 100 : pas de corruption), ce qui en fait l'un des pays les plus corrompus au monde.

Malgré une volonté affichée de lutter contre la corruption devant les instances internationales, les différents efforts de ces dernières années n'y ont rien fait. Madagascar s'enfonce dans les index et s'enlise dans la corruption généralisée.

Cet état de fait, je me le suis fait conter lors de mon arrivée à Madagascar en 2012 mais avait du mal à le croire. Des personnes installées depuis des décennies me parlaient de « Pays sous perfusion » et « d'assistanat généralisé ». Après près de cinq années sur place, force est de constater que le bon mot du Général de Gaulle prenait tout son sens : « Madagascar est, et sera toujours, un pays d'avenir »

Du plus humble Malgache dans la rue au plus haut fonctionnaire de l'État, réclamer de l'argent est une habitude. Il est extrêmement simple pour un nanti de se voir octroyer des faveurs de voir ses dossiers avancer plus rapidement, ses erreurs de conduite pardonnées en échange d'un petit billet glissé discrètement dans le passeport.

Dès l'arrivée à l'aéroport de Tananarive, la capitale de Madagascar, on peut voir le balai des voyageurs et des douaniers s'échangeant faveurs contre billets. En ville et sur les routes de campagne lors de contrôles routiers l'habitude persiste et les écarts de conduite, les entorses à la réglementation routière, les surcharges de voyageurs dans les transports en commun, ou les défauts mécaniques des véhicules sont bien vite oubliés par la gendarmerie en échange d'un petit billet.

Lors de la lecture de journaux, on se rend bien compte que cela ne s'arrête pas là. Quand les journalistes s'indignent du trafic de bois de rose, strictement interdit par les conventions internationales, se perpétuer par conteneurs entiers transférés sur des navires au large des côtes à la vue de tous et sans être inquiétés, tout le monde est conscient que cela ne peut pas se faire sans l'assentiment des autorités locales.

Malgré cela, la majorité de la population locale regrette cet état de fait et s'en passerait bien, car comme bien souvent c'est une minorité qui en profite au détriment de la majorité. La majorité des Malgaches sont d'honnêtes gens qui vivent tant bien que mal. Pour eux, cette corruption généralisée est une plaie. Ce sont eux principalement qui en font les frais. Du policier leur réclamant un petit billet à l'employé de l'école dans laquelle ils souhaitent inscrire leurs enfants qui leur réclament une contribution afin de traiter leur dossier en priorité. Des fonctionnaires du service des eaux ou de l'électricité, la fameuse « JIRAMA » pour qui a la chance de connaître Madagascar, qui fera passer leur demande de raccordement en priorité contre le versement d'une obole, à l'avocat qui réclamera parfois plus de 5000\$ pour fournir un visa de résident à vie en dépit de toutes les réglementations sur l'immigration.

Mais les personnes corrompues sont-elles les grands méchants que l'on peut imaginer en lisant ces lignes ? Pas forcément. Pas toujours. La corruption démarre à la base et toujours d'un besoin de s'en sortir dans un pays de plus en plus pauvre. Parfois, dans un village tout monde se cotise pour aider un enfant plus brillant que les autres afin de lui permettre d'entrer dans une école d'administration, police, qui lui permettra d'avoir un emploi stable, même s'il est mal payé. L'argent collecté par le village lui permettra d'aller à la grande



ville et parfois de soudoyer la bonne personne afin d'obtenir son diplôme. Une liste non officielle des diplômes et de leurs tarifs est disponible à qui sait demander. Pour qui le diplôme docteur ? Pour qui le diplôme d'avocat ? Pour qui le diplôme de policier ou de commissaire ?

À chaque diplôme son tarif, dépendant du salaire à venir. Bien évidemment, pour un village, se cotiser est un investissement sur l'avenir. Celui qui a eu la chance de se voir offrir un diplôme devra le rembourser plus tard. Notre policier fraîchement diplômé grâce à la cotisation d'un village entier devra rembourser petit à petit cet investissement en prenant sur son salaire.

Pour l'étranger souhaitant s'installer à Madagascar, où tout est « plus facile » et où il y a toujours moyen de « s'arranger », la tentation est forte de distribuer quelques petits billets par-ci par-là aux fonctionnaires ou aux policiers afin de pouvoir passer les contrôles, d'avoir un petit avantage sur la concurrence, ou encore d'échapper à la justice.

Pour qu'il y ait des corrompus, il y a besoin de corrupteurs. En préférant, ou non, la solution de facilité chacun de nous est acteur dans ce grand jeu. En ne proposant pas un petit arrangement et en refusant d'entrer dans ce jeu lorsque cela nous est proposé, chacun et chacune peut lutter, à son niveau, contre la corruption. Sans clients pas de fournisseurs. ●

Le commerce du bois de rose, interdit par les conventions internationales, se poursuit néanmoins. À qui la faute ?

CRÉDIT : WIKIMÉDIA COMMONS

Pour la majorité de la population malgache, la corruption est une plaie.

Ce texte est une invitation à remettre en question la pensée unique que le système capitaliste néolibéral a introduite dans nos imaginaires individuels et collectifs. En ligne de mire de cette critique de la consommation effrénée ? Les inégalités sociales et la destruction de notre planète.

Plaidoyer pour une décroissance solidaire



ALICE GRINAND

Les changements climatiques ne sont plus à prouver. Comment ignorer les limites grandement franchies, lorsqu'on sait que la date à laquelle nous dépassons les ressources que la Terre peut produire en un an avance année après année? En 2017, nous avons commencé à vivre à crédit écologique le 2 août... L'ensemble des États, ou presque, s'est engagé dans le sens d'un accord sur le climat lors de la COP21, engagement formalisé par l'Accord de Paris. Mais comment peut-on espérer résoudre le problème sans s'attaquer à la cause?

Le capitalisme, fondé sur une logique d'accumulation du capital, c'est-à-dire de croissance, s'est approprié la Terre et chaque élément qui la compose. Tout n'est plus que ressource monnayable destinée à servir la production: ressources minières, ressources pétrolières, ressources humaines... Même le temps est devenu de l'argent.

Le mouvement décroissant a ainsi plus comme vocation de déconstruire la pensée unique néolibérale que d'entreprendre une inversion instantanée de la courbe de croissance.

Et, tandis que nos PIB (Produit intérieur brut), c'est-à-dire la richesse qui est produite chaque année par tout le monde, continuent de croître, les inégalités aussi atteignent des sommets. Ainsi, 82% des richesses créées en 2017 n'ont bénéficié qu'aux 1% les plus riches.

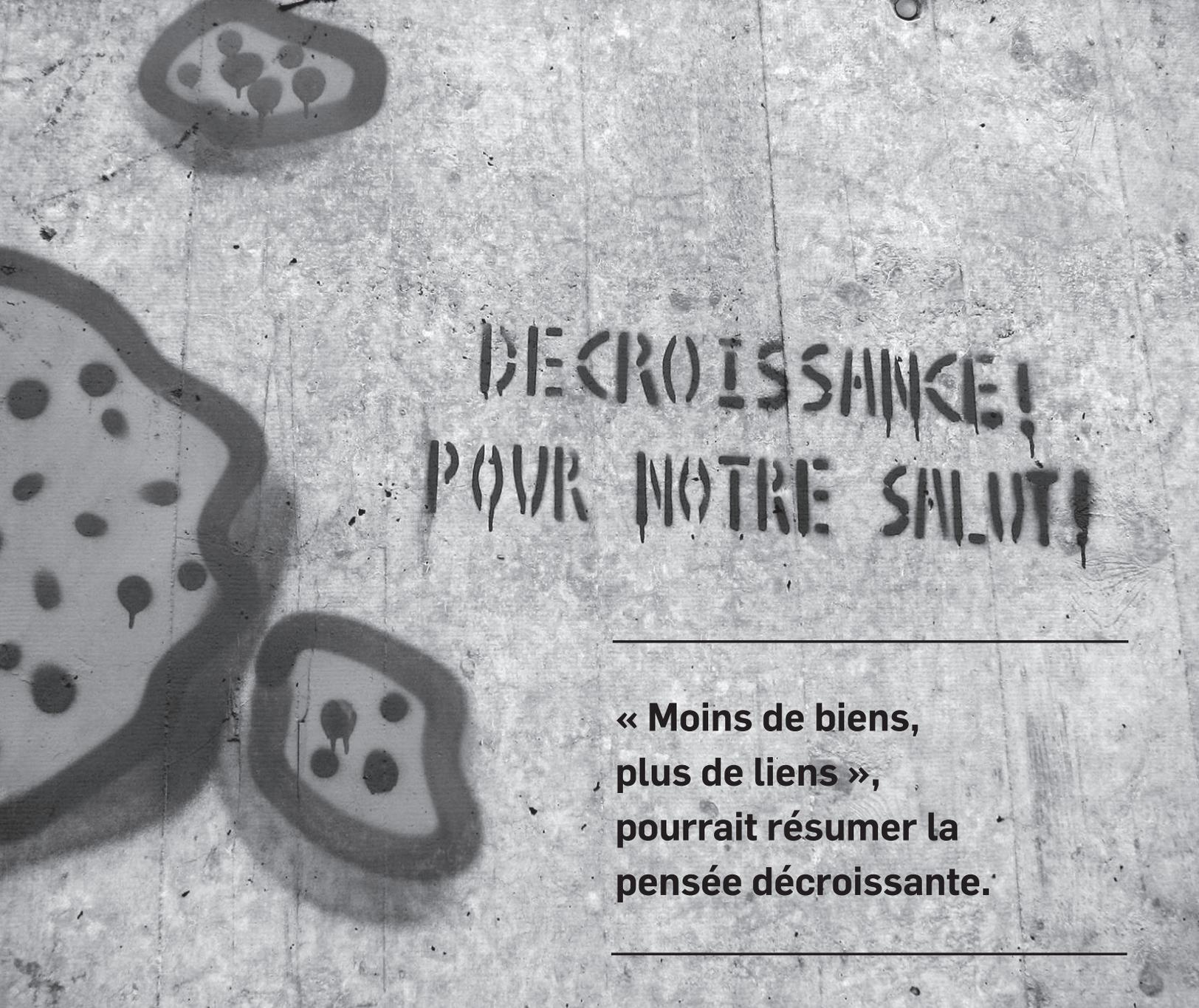
En d'autres termes, dans quelle logique une consommation proclamée illimitée et source de bien-être pour tou-te-s pourrait-elle trouver sa place dans un monde aux ressources limitées et aux inégalités grandissantes? Car au-delà du mythe de la croissance qui serait corrélée à une meilleure qualité de vie, il faudrait également prendre en compte la dégradation de la qualité de vie générée par cette même poursuite de la croissance: pollution, stress, etc.

C'est sur ce constat que se construit le concept de décroissance, dont les idées paraissent néanmoins quelque peu inaudibles dans ce brouhaha néolibéral. Il n'y a pourtant pas si longtemps, la stabilité était une vertu, elle n'est désormais que stagnation.

LA DÉCROISSANCE, CONTRE LE MYTHE DE LA CROISSANCE (VERTE)

Mais le système néolibéral a de nombreux tours de passe-passe dans son sac pour garantir sa propre survie, et c'est ainsi qu'il redore son blason en se dotant d'une image verte et durable. Pourtant, la croissance verte, en nous vantant les bienfaits du renouvelable ou du tournant numérique, ne nous dit par exemple rien des terres rares qui lui sont nécessaires. Ces métaux sont d'autant plus stratégiques que leur utilisation a infiltré notre quotidien: batteries, écran, téléphones, ordinateurs, etc. Une étude a évalué que le cobalt verrait sa production exploser (+1928%) dans un monde 100% voiture électrique. L'extraction de ces métaux détruit l'environnement, tout en nuisant les populations locales, lorsqu'elle n'attise pas des conflits, comme c'est le cas au Congo.

Car pour être pertinente, la réflexion décroissante doit prendre en compte tant les aspects intra que internationaux. En effet, à l'heure du «système monde» et de la mondialisation, les enjeux internationaux, qui nous paraissent souvent lointains, nous concernent néanmoins toutes et tous, que l'on soit l'hyperconsommateur/trice occi-



DECROISSANCE!
POUR NOTRE SALUT!

**« Moins de biens,
plus de liens »,
pourrait résumer la
pensée décroissante.**

dental-e ou le paysan ou la paysanne qui se fait déposséder de ses terres par une multinationale. Ainsi, remettre en question nos modes de consommation ici se répercutera là-bas, puisqu'il court-circuitera l'unique raison d'être des multinationales : réaliser du profit, en gavant l'hyperconsommateur/trice occidental-e tout en bafouant les droits humains de notre paysan-ne.

REDONNER DU SENS AUX ACTIVITÉS HUMAINES

Nier l'économie en tant que telle ne semble en effet pas très judicieux, l'économie pouvant être considérée comme l'ensemble des activités humaines génératrices de richesses. Reste à savoir ce que l'on définit comme une richesse. L'économie a ainsi le potentiel d'englober toutes les activités humaines, qu'elles soient cotées en Bourse ou non. N'est-il pas surprenant de voir que le trafic de drogues est parfois intégré

dans le PIB, alors que le travail invisible – encore trop souvent destinées aux femmes – reste totalement invisible dans l'économie ?

Ainsi, répondre à «la croissance pour la croissance» par un «la décroissance pour la décroissance» n'aurait aucun sens. En effet, une société de croissance sans croissance, ce serait comme... un christianisme sans Christ! Le mouvement décroissant a ainsi plus comme vocation de déconstruire la pensée unique néolibérale et d'ouvrir de nouvelles perspectives que d'entreprendre une inversion instantanée de la courbe de croissance.

Ce qui peut sembler plus sensé, c'est de réfléchir au rôle que les politiques néolibérales ont accordé à l'Économie dans nos sociétés, et de voir comment elles ont pris le pas sur toute forme de volonté po-

Les changements climatiques sont désormais indéniables, et amènent avec eux un certain nombre d'enjeux. Parmi ceux-là, les inégalités sociales, qui se trouvent exacerbées, tant sur l'échelle planétaire qu'à une échelle plus réduite. Comment se concrétisent ces inégalités ?

Les inégalités des changements climatiques



XAVIER ST-PIERRE

ÉTUDIANT EN SOCIOLOGIE
À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

COMMENT DÉFINIR SUCCINCTEMENT LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ?

Il s'agit d'une augmentation de l'intensité du climat : les températures chaudes le seront de plus en plus, comme les températures froides seront de plus en plus froides. Puis, la fréquence des événements climatiques intenses augmentera. Les changements du climat s'observent sur une base d'environ 30 ans. Ce faisant, il ne faut pas confondre le climat et la météo : cette dernière ne concerne que le court terme : pleuvra-t-il demain, par exemple. Ce n'est donc parce qu'il fait froid cet hiver qu'il n'y a pas un réchauffement global du climat. Nous ne le répéterons jamais assez, mais un consensus scientifique, qui établit le lien entre changements climatiques et activités humaines, existe. Il ne s'agit donc pas d'un complot, comme semble vouloir l'insinuer le président de nos voisins et certaines personnes présentes dans les médias propageant cette dangereuse aberration. Les changements climatiques sont réels et c'est à nous de corriger la situation.

CONCRÈTEMENT, COMMENT SE PRÉSENTENT LES INÉGALITÉS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES À L'ÉCHELLE PLANÉTAIRE ?

Les conséquences des changements climatiques ne sont pas uniformément réparties dans le monde. Ainsi, les pays sont différemment touchés, par exemple : un pays peut être plus ou moins élevé par rapport au niveau de la mer, ce qui influera sur son exposition aux inondations suite à la hausse anticipée du niveau moyen mondial des mers. Alors qu'un autre pays peut être dans une région plus ou moins à risque de sécheresse, subissant des impacts différents des changements du climat.

Inégalités et injustice climatiques se côtoient également de manière historique, puisque ce ne sont pas les pays qui ont contribué le plus à l'augmentation de la quantité de gaz à effet de serre

qui paieront les changements climatiques au prix fort, alors que les grands pollueurs occidentaux en subiront moins les conséquences tout en ayant de plus grands moyens d'adaptation. Par exemple, le Vietnam, où plus de 15 millions de personnes vivent avec moins de 1,25\$ par jour, se trouve dans les 10 pays avec le plus de personnes situées dans des zones à risque comprenant, notamment, un nombre important de personnes vivant près du littoral, vulnérables à la montée du niveau de la mer.

SUR UNE ÉCHELLE NATIONALE, EXISTENT-ILS DES INÉGALITÉS CLIMATIQUES AU CANADA ET AU QUÉBEC ?

DANS LES VILLES

Les inégalités climatiques sont aussi bien réelles à une échelle plus réduite, comme au Québec et au Canada. Ainsi, les îlots de chaleur, qui sont des lieux où la température est plus élevée d'environ 5 à 10 degrés par rapport aux lieux environnants, sont une problématique qui affecte davantage les quartiers défavorisés que les quartiers où vivent les plus nantis. En effet, les zones urbaines défavorisées sont moins végétalisées, la population y est plus dense, l'accès à la climatisation est moindre. Ces facteurs, et d'autres relatifs aux types de bâtiments notamment, contribuent à l'augmentation de la chaleur dans ces environnements. Cette situation n'est pas propre à la métropole, mais se constate entre toutes les zones urbaines et rurales, de sorte que « le risque de mourir durant les vagues de chaleur est un problème davantage social que biologique ».

ENTRE LES VILLES

De plus, les régions éloignées des grands centres, dans le Nord du Canada ou à l'Est du Québec, rencontrent des problématiques loin des préoccupations que nous connaissons dans nos centres urbains. En Gaspésie, alors que des enjeux économiques précarisent la région, l'érosion des côtes rend de plus en plus vulnérables les secteurs riverains aux inondations et autres aléas climatiques. Dans le Grand Nord du Canada, la fonte du pergélisol, met en danger les immeubles et accélère d'autant plus les changements climatiques. Le pergélisol est un sol gelé en permanence, qui, avec le réchauffement du climat, dégèle. Sa fonte provoque la libération d'une quantité importante

de gaz à effet de serre qui était auparavant enfermé dans le sol. Cela affecte majoritairement les peuples autochtones du Nord canadien, qui sont déjà marginalisés culturellement et économiquement.

UNE JUSTICE SOCIALE TOTALE CONTRE LES INÉGALITÉS CLIMATIQUES

Enfin, alors qu'il y a un refus que cela passe par « notre » terrain – au Québec, avec le mouvement Coule pas chez nous par exemple – le portrait des injustices climatiques brièvement dressé illustre que nos actions ici ont un impact chez les autres, là-bas. Et ces autres-là, il s'agit des populations les moins nantis qui n'ont souvent pas les ressources nécessaires pour s'adapter et répondre aux conséquences climatiques. Ainsi, la possibilité même de réclamer une justice environnementale et de dire « passe pas chez nous » est un privilège dont il faut avoir conscience.

De plus, il ne faut pas oublier qu'un néocolonialisme dévore les terres des pays du Sud pour alimenter les désirs sans limite des populations occidentales. Ainsi, l'action des multinationales occidentales, qui pillent les ressources naturelles au nom du développement économique, empêche toute adaptation de l'agriculture aux enjeux climatiques. Injustice sociale et climatique sont bel et bien liés !

Il faudrait en outre que nos gouvernements prennent davantage en compte notre responsabilité collective, en tant que société occidentale industrialisée, dont les pays sont parmi les principaux émetteurs des gaz à effet de serre.

Bref, la justice sociale, prise dans son ensemble, c'est considérer tout à la fois les inégalités environnementales, économiques et de genre, afin de lutter contre les changements climatiques, en incluant l'ensemble de la planète dans les luttes locales de défense de l'environnement. Puisque, en dépit du caractère planétaire des changements climatiques, il ne faut pas perdre de vue les différences locales, issues des inégalités sociales ou relatives à l'environnement, de l'expérience des bouleversements. La lutte aux changements climatiques comporte ainsi son lot de solutions locales qui se doivent d'être adaptées aux spécificités des populations. ●

CRÉDIT PHOTO : CS3R

Les changements climatiques vont accentuer l'intensité du climat, mais aussi la violence et la fréquence des aléas climatiques extrêmes.



Inégalités et injustice climatiques se côtoient également de manière historique, puisque ce ne sont pas les pays qui ont contribué le plus à l'augmentation de la quantité de gaz à effet de serre qui paieront les changements climatiques au prix fort



● À VOIR - EXPOSITION

Change le monde une œuvre à la fois

Pour sa 7^e édition, Change le monde une œuvre à la fois exposera à nouveau les fruits artistiques des participant-e-s du projet, provenant des écoles secondaires de la région, mais aussi des milieux communautaires, au Musée québécois de culture populaire. Issue d'un travail d'accompagnement pédagogique par l'équipe du Réseau In-Terre-Actif, en collaboration avec un artiste professionnel de la région, l'exposition permettra de contempler des œuvres originales et porteuses d'espoir. Des visites guidées pour groupes scolaires seront organisées à la suite du vernissage qui aura lieu le 22 avril à 16h15 au Musée québécois de culture populaire. Bienvenue à tous!

**Du 10 avril au 29 avril 2018 au Musée québécois
de culture populaire (200, rue Laviolette, Trois-Rivières)**

CHRONIQUES DE JÉRUSALEM

Guy Delisle



● À LIRE – BANDE-DESSINÉE

Chroniques de Jérusalem

Guy Delisle et sa famille s'installent pour une année à Jérusalem. Pas évident de se repérer dans cette ville aux multiples visages, animée par les passions et les conflits depuis près de 4.000 ans. Au détour d'une ruelle, à la sortie d'un lieu saint, à la terrasse d'un café, le dessinateur laisse éclater des questions fondamentales et offre une vision différente de Jérusalem.

**Cet ouvrage est disponible à l'achat
au Comité de Solidarité/Trois-Rivières.**

● À FAIRE - CONFÉRENCE

Peut-on rêver de démocratie

Conférence organisée par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières en collaboration avec le Syndicat des professeurs et professeures du Cégep de Trois-Rivières.

Contre le pouvoir financier et politique des multinationales, peut-on encore parler de démocratie? Alain Deneault décortique le totalitarisme pervers, un régime politique dans lequel sont engoncés les États vis à vis des multinationales. Comment retrouver une souveraineté populaire face à ce nouveau pouvoir qui pèse sur les gouvernements?

Diplômé en philosophie, Alain Deneault est l'auteur de plusieurs essais, dont *Noir Canada*, *Offshore*, *Faire l'économie de la haine*, *Paradis sous terre*, «Gouvernance», *Paradis fiscaux : la filière canadienne*, *Médiocratie*, *Une escroquerie légalisée* et *De quoi Total est-elle la somme?*

**Jeudi 22 mars 2018, 19 h au Théâtre du Cégep de Trois-Rivières
Billets gratuits, disponibles au local HF-2010**

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

PEUT-ON RÊVER DE DÉMOCRATIE?

Conférence d'Alain Deneault



Jeudi 22 mars à 19h
Au Théâtre du Cégep de Trois-Rivières
3175 Boulevard Laviolette

Billets gratuits au HF-2010

ORGANISÉE PAR
LE COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES ET
LE SYNDICAT DES PROFESSEUR-E-S DU CÉGEP DE TROIS-
RIVIÈRES

Pour plus d'informations:
annabelle.carone@3r.org ou
819-373-2598 #304

INVITÉ D'HONNEUR AU
SALON
DU LIVRE
DE TROIS-
RIVIÈRES

Syndicat des professeur(e)s
de l'âge de Trois-Rivières

Vivre en accord avec ses principes et ses valeurs, c'est ce qui anime les habitant-e-s des communautés intentionnelles, qui se proposent comme des solutions pour vivre autrement.

Vivre ensemble pour changer le monde



ARIELLE PAIEMENT

MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ
INTENTIONNELLE LE MANOIR

DES VALEURS COMMUNES

Le Manoir est une communauté intentionnelle québécoise à revenu partagé, installée en Gaspésie. La communauté a fêté ses 2 ans en septembre dernier, et regroupe présentement 5 membres. Elle est née, entre autre, de l'aspiration d'une alternative au système social et économique qu'est le capitalisme mondialisé. Elle est née aussi de l'espoir de vivre des relations harmonieuses, de partager, de jouer, de libérer du temps pour vivre. Le projet porte la vision d'un monde plus juste, plus démocratique, plus équitable. Promou-

voir, incarner et vivre nous-mêmes l'alternative, du mieux que nous le pouvons et en affrontant nos propres contradictions, c'est notre façon d'ouvrir une brèche dans le monolithe.

Par le partage du travail et de ses fruits, ainsi que de la propriété et des moyens de production, nous remettons en question les principes d'appropriation et d'accumulation. En développant notre autonomie et notre résilience, par la production et la transformation de nos aliments, ainsi que par une réflexion sur notre consommation énergétique et sur les possibilités de développer une certaine indépendance énergétique, nous souhaitons dans la mesure du possible nous affranchir d'un système de consommation et de marchandisation construit sur l'exploitation des humains et de la nature. Par le partage du pouvoir au travers d'un mode de prise de décision par consensus, et l'intégration et l'utilisation d'outils de communi-

CRÉDIT DESSIN : JUDITH HENRION



Le Manoir, une alternative contre le capitalisme mondialisé



tion et de gestion de conflit pour faciliter ces échanges, nous marchons le chemin vers des relations égalitaires. Par la célébration de petits et grands moments, la créativité, le partage de l'abondance, nous nourrissons la connexion à soi, aux autres et à la nature.

Le partage de revenu est en fait le partage du travail et de ses fruits, car la contribution au collectif, ce n'est pas tant l'argent que le temps: faire la cuisine pour tout le monde, faire le ménage, réparer la tondeuse ou pelleter l'entrée, ça compte, de même le soin aux enfants et aux malades. Sachant que ce genre de travail dit "invisible" est en majorité porté par les femmes dans nos sociétés, le fait de le reconnaître pleinement est une mesure féministe et égalitaire.

LA FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS ÉGALITAIRES

Notre communauté est membre en dialogue de la FEC, la Fédération des communautés égalitaires, laquelle existe depuis plus de 30 ans et regroupe maintenant une douzaine de communautés à partage de revenu, principalement aux États-Unis. La FEC a 7 principes de base dont le partage de la terre, la non-violence, un mode de prise de décision égalitaire, et l'égalité et la non-discrimination.

Le réseau de communautés que représente la FEC a permis de mettre sur pied des formes de solidarités importantes entre les communautés. Entre autres, un fond auquel chaque groupe contribue, et qui permet, comme une sorte de police d'assurance, de se prémunir contre les aléas que pourraient subir une communauté ou un de ses membres. Ce fond est maintenant bien garni, et permet de financer de projets qui demandent de gros investissements, comme de nouveaux bâtiments. Enfin, le réseau permet également aux membres de voyager entre communautés intentionnelles, grâce à l'échange de temps de travail, et assume les frais de déplacement.

Plusieurs outils sont aussi en train d'être développés, pour pouvoir offrir un soutien à des communautés en démarrage, ou qui voudraient faire une transition vers la forme du partage de revenu.

EN PRATIQUE

Un mode de vie "simple" (même si c'est parfois plus compliqué!), en plus d'avoir un impact environnemental réduit, est également cohérent avec notre volonté d'autonomie par rapport à un système économique basé sur la consommation, et nous permet de développer de nouvelles compétences ou de nouveaux outils, ce qui nous rend plus résilient comme groupe. Ainsi, le simple fait d'avoir un mode de vie partagé permet de diminuer drastiquement l'impact de chacun-e de nous sur l'environnement.

Le fait d'habiter à plusieurs et de partager nos ressources et le fruit de notre travail facilite nos démarches pour nourrir sainement et localement : nous mangeons prioritairement ce que nous récoltons de notre ferme maraichère biologique par exemple.

Évidemment, nous portons des valeurs qui nous amènent à transformer nos pratiques afin de diminuer encore plus l'impact sur notre environnement. Voilà pourquoi un des critères de sélection de la terre était d'être situé à une distance réaliste du village pour favoriser le transport actif. Nous avons aussi, entre autres, élaboré un guide d'achat pour éviter les achats compulsifs et favoriser des choix responsables.

LE PROCHAIN PAS

Il existe toute une diversité de projet de vie partagée, à différentes échelles, et vous pouvez certainement trouver celle qui vous convient.

La formule éco-village par exemple, permet à chaque ménage d'être propriétaire de son terrain, et d'être autonome dans la gestion de ses revenus et de ses dépenses, tout en offrant un voisinage convivial et solidaire très intéressant, de même que la possibilité de partager des ressources et des projets selon la volonté de chacun-e. Au Québec, la Cité Écologique de Ham-Nord et le Hameau 18 sont des exemples d'éco-village bien établis et florissants.

La formule des cohabitats est une version souvent plus urbaine, où chaque ménage est propriétaire de son unité d'habitation (appartement ou maison de ville). Un peu comme des condos, mais avec des bâtiments, des espaces et des ressources en commun! Le projet Cohabitat Québec est très inspirant sur ce plan!

Enfin, toute sorte d'exemples de mise en commun existent à une autre échelle, comme des bibliothèques d'outils, des jardins collectifs ou communautaires, des voitures en partage, des réseaux d'échanges de biens ou services, des groupes d'achat de nourriture en vrac, des coopératives d'habitation, et tant d'autres encore. Cette diversité permet à toutes-tous et chacun-e de s'engager dans la création, le maintien et le développement de réseau de solidarités qui créent des brèches dans le système, ainsi que de soutenir des initiatives qui permettent de diminuer son impact sur l'environnement par la mise en commun de ressources. ●

**Promouvoir,
incarner et vivre
nous-mêmes
l'alternative,
c'est notre façon
d'ouvrir une
brèche dans le
monolithe.**



En savoir plus :

Le Manoir :
www.manoir.community

**Fédération des
communautés égalitaires :**
www.thefec.org/

Faites un don au CS3R !

AGIR

C'EST CHOISIR LE
MONDE

WWW.CS3R.ORG



Vous appréciez
Le Point ?

Vous approuvez les
prises de position et
les valeurs du CS3R ?

Contribuez à la
campagne de
financement
annuelle du CS3R.

1. EN POSTANT

VOTRE CHÈQUE

Chèque à l'ordre de : CSTM - Fonds de charité
942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6

2. EN LIGNE

DE FAÇON SÉCURITAIRE

www.cs3r.org/don

LAISSER VOS
VALEURS EN HÉRITAGE !



UNE POLICE
D'ASSURANCE-VIE
AU NOM DU CS3R ?

OU

UN LEGS TESTAMENTAIRE
AU CS3R ?

CONTACTEZ-MOI POUR EN DISCUTER
819 373-2598 POSTE 305 - jean.marc.lord@cs3r.org

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TIERS-MONDE
FONDS DE CHARITÉ

Loterie solidaire

2018

10 675 \$ EN PRIX

9 TIRAGES - COÛT DU BILLET: 144 \$

SEULEMENT 175 BILLETS EN CIRCULATION

**UNE LOTERIE SOLIDAIRE
QUI RESPECTE VOS VALEURS!**

**RÉSERVEZ VOTRE BILLET DÈS
MAINTENANT EN CONTACTANT :**

Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS3R)

819 373-2598 poste 0

ginette.houle@cs3r.org

